

La fin du non-alignement ?

Réflexions à propos du sommet d'Harare

L'OBSERVATEUR pressé de la situation internationale a peu de chances d'avoir été captivé par la tenue du sommet des non-alignés qui a eu lieu à Harare, capitale du Zimbabwe. Tout au plus aura-t-il retenu l'image d'un colonel Kadhafi fantasque, tenant des propos insultants à l'égard de ses pairs. Tout semble avoir été dit sur les lignes de faiblesse de ce vaste rassemblement institutionnalisé : son trop grand nombre de membres, son hétérogénéité politique et économique, la dimension souvent verbale du non-alignement, le caractère unilatéral de ses dénonciations (l'URSS a été ménagée), l'irréalisme de ses résolutions, etc. Bref, le mouvement ne serait que l'ombre de lui-même et n'aurait plus aucun caractère opérationnel.

Si, à bien des égards, ce constat sévère, dont la presse s'est faite l'écho, paraît juste, il ne peut néanmoins être intégralement accepté. En effet, si le non-alignement en tant que structure institutionnalisée est peut-être en train de se mourir, le non-alignement en tant que somme de pratiques, de procédures, de ruses, de double langage destinés à se défaire de la domination Est/Ouest, est plus vivace que jamais.

A regarder les choses de près, il apparaît clairement que le non-alignement en tant que corps de doctrine soutenu par des pratiques cohérentes n'a jamais existé et a peu de chances de voir le jour. En effet, la simple volonté de s'affirmer « non aligné » traduit à l'évidence un besoin de se défaire d'un corset. Comme le disait avec humour un délégué du Tiers monde, les seuls États non alignés de la planète sont... les États-Unis et l'Union soviétique. Par ailleurs, et contrairement à ce que pourrait suggérer le sens commun, la base du non-alignement ne repose pas sur une stricte équidistance entre Moscou et Washington. Pour l'écrasante majorité des pays du Tiers monde, le partenaire privilégié et imposé par l'Histoire demeure l'Occident. C'est avec lui qu'il a fallu négocier, c'est à lui qu'il a fallu arracher l'indépendance politique. C'est toujours avec lui qu'il convient de traiter aujourd'hui la question de l'endettement. Dès lors, la question de l'URSS et la condamnation de certaines de ses actions (Afghanistan) deviennent secondaires. On peut le déplorer, mais l'ordre des priorités de la plupart des États du Tiers

monde diffère de celui des États occidentaux. Quant au décalage qui existerait entre les résolutions et leur portée concrète, il faut là encore se garder de jugements intempestifs. La vie internationale, et pas seulement dans le Tiers monde, repose sur un certain nombre de rites et fonctionne à travers certains énoncés. Dès lors, la pratique du double langage ne relève pas nécessairement de l'infirmité politique mais d'une volonté de ne pas se résigner face à « l'ordre des choses ». On ne répètera jamais assez que la rationalité de l'ordre international n'est pas toujours instrumentale. Elle ne se limite pas à l'échange de biens matériels, de faits tangibles. La communion, la symbolique y occupent une place appréciable.

En vérité, si le sommet d'Harare marque indiscutablement l'essoufflement d'un mouvement qui avait connu son apogée au sommet d'Alger de 1973, il n'annonce pas pour autant la fin du non-alignement. Malgré la force des déterminations extérieures qui pèsent sur eux, la quasi-totalité des États du Tiers monde (du Brésil au Vanuatu) ne cessent de ruser avec les « riches ». Le non-alignement n'est plus un Livre d'Écritures, mais un guide de pratiques nationales qui permettent de biaiser avec les bailleurs de fonds ou les fournisseurs d'armes. Développé avec pragmatisme, ce non-alignement du quotidien a une conséquence majeure : il met à bas l'adéquation traditionnelle entre non-alignement et « progressisme révolutionnaire ». L'exemple le plus frappant de cette mutation nous vient du Pérou. Alan Garcia, social-démocrate élu démocratiquement, héraut de la troisième voie (« ni Kissinger ni Guevara ») est le premier chef d'État à avoir ouvert de front les hostilités avec le FMI. Ce cas spectaculaire n'est pas le seul exemple de ce « nouveau non-alignement ». En Afrique, les États réputés les plus « pro-occidentaux » comme le Kenya ou la Côte-d'Ivoire, déploient toutes leurs ressources pour résister aux rigueurs de l'ajustement structurel. On pourrait ainsi multiplier les exemples... La pratique du non-alignement dans le Tiers monde demeure bien vivace, même si le mouvement des non-alignés est en crise.